



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1994/96  
30 juin 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Session de fond de 1994  
New York, 27 juin-29 juillet 1994  
Point 5 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS SOCIALES ET HUMANITAIRES ET DROITS DE L'HOMME :  
APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS  
SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS  
À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Lettre datée du 27 juin 1994, adressée au Président du Conseil  
économique et social par le Président du Comité pour l'exercice  
des droits inaliénables du peuple palestinien

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, dans sa résolution 48/158 A du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a demandé au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de mobiliser l'aide et l'appui de la communauté internationale au peuple palestinien pendant la période de transition. Pour contribuer au débat sur les moyens de stimuler le développement de l'économie et de la société palestiniennes, qui est si nécessaire à l'établissement d'une paix juste et durable, le Comité a décidé d'inclure, dans son programme de travail pour 1994, un séminaire sur les besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements, en tenant compte de la suggestion faite par l'Assemblée générale au paragraphe 9 de sa résolution 48/213 du 21 décembre 1993.

Le Séminaire des Nations Unies sur les besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements s'est tenu au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du 20 au 22 juin 1994, avec la participation d'experts, notamment palestiniens et israéliens, de différents pays, en particulier de pays donateurs, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales actives dans le domaine de l'assistance au peuple palestinien et des organismes des Nations Unies concernés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du rapport du Séminaire (voir annexe) comme document du Conseil économique et social, au titre du point 5 c) de l'ordre du jour du Conseil pour sa session de fond de 1994.

Le Président du Comité pour l'exercice des  
droits inaliénables du peuple palestinien

(Signé) Kéba Birane Cissé

Annexe

RAPPORT DU SÉMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LES BESOINS DES PALESTINIENS  
DANS LES DOMAINES DU COMMERCE ET DES INVESTISSEMENTS

(PARIS, 20-22 JUIN 1994)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 13	4
A. Organisation du Séminaire . . . . .	1 - 2	4
B. Participation . . . . .	3 - 9	4
C. Ouverture du Séminaire . . . . .	10 - 11	5
D. Ordre du jour . . . . .	12 - 13	5
RÉSUMÉ DES DÉBATS . . . . .	14 - 57	6
A. Séance d'ouverture . . . . .	14 - 17	6
B. Séance plénière : Édifier une économie palestinienne - défis et perspectives . . . . .	18 - 31	8
C. Débats en table ronde . . . . .	32 - 55	12
Table ronde I. Poser les bases du développement de l'économie palestinienne . . . . .	32 - 39	12
Table ronde II. Investir en vue du développement : besoins des Palestiniens et grandes options . . . . .	40 - 49	16
Table ronde III. Promouvoir les échanges commerciaux en vue du développement : besoins des Palestiniens et grandes options . . . . .	50 - 55	19
D. Séance de clôture . . . . .	56 - 57	22

## INTRODUCTION

### A. Organisation du Séminaire

1. Le Séminaire des Nations Unies sur les besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements a été convoqué par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien comme l'Assemblée générale l'en avait chargé par sa résolution 48/158 A et B du 20 décembre 1993. L'Assemblée a considéré que le Comité pouvait apporter une contribution précieuse et positive aux efforts internationaux visant à promouvoir l'application effective de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie et l'a invité à "mettre plus spécialement l'accent sur la nécessité de mobiliser aide et appui en faveur du peuple palestinien" dans son programme de travail pour 1994. L'Assemblée générale a suggéré la tenue d'un séminaire de cette nature dans une résolution distincte intitulée "Assistance au peuple palestinien" (résolution 48/213 du 21 décembre 1993).

2. Le Séminaire des Nations Unies sur les besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements s'est tenu du 20 au 22 juin 1994, au siège de l'UNESCO à Paris.

### B. Participation

3. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était représenté par une délégation composée de M. Kéba Birane Cissé (Sénégal), Président; M. Joseph Cassar (Malte), Rapporteur du Comité, et de M. Nasser Al-Kidwa (Palestine).

4. Des invitations à participer au Séminaire avaient été adressées aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales, aux organismes et institutions des Nations Unies et à des experts, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales (ONG). Les gouvernements des pays ci-après étaient représentés au Séminaire : Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahreïn, Bénin, Brésil, Chypre, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Indonésie, Islande, Italie, Jordanie, Kenya, Koweït, Malaisie, Mali, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Qatar, République tchèque, Soudan, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Viet Nam.

5. Les organismes et institutions des Nations Unies ci-après ont participé au Séminaire : Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds monétaire international (FMI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Banque mondiale. Il a été donné lecture en séance plénière d'une déclaration au nom du Programme alimentaire mondial (PAM).

6. La Ligue des États arabes était représentée au Séminaire.

7. LA délégation palestinienne a pris part aux travaux du Séminaire.

/...

8. Les experts dont le nom suit, participant au Séminaire à titre individuel, ont présenté des exposés : M. George Abed, M. Tayseer Abdel Jaber, M. Hisham Awartani, M. Simcha Bahiri, M. Hazem El Beblawi, M. Ibrahim Dakkak, M. Stephen Day, M. Kamal Hassouneh, M. Hussam Hijjawi, Mme Irene Jillson, M. Bassim Khoury, M. Mohammed S. Al-Qudwa, M. Ezra Sadan, Mme Hind Salman, M. Ala'edeen Shawa et M. Antoine Zahlan. Mme Jillson, M. Abed et M. Abdel Jaber ont exercé les fonctions d'animateur des trois tables rondes.

9. Les organisations non gouvernementales ci-après ont également participé au Séminaire : Association médicale France-Palestine, Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, Chambre de commerce franco-arabe, Council for the Advancement of Arab-British Understanding (CAABU), Croissant-Rouge palestinien, Institute for Social and Economic Policy, Parti communiste français, Société d'investissement et de développement international (SIDI), United Nations Association International Service (UNAIS), Vétérinaires sans frontières.

#### C. Ouverture du Séminaire

10. À la séance d'ouverture, une déclaration a été prononcée, au nom du Directeur général de l'UNESCO, par M. Omar Massalha, Directeur de l'unité de coordination de l'assistance au peuple palestinien. Un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été lu par son représentant, M. Hassen M. Fodha, Directeur du centre d'information des Nations Unies à Paris. Des déclarations ont été faites par M. Kéba Birane Cissé, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, et par Mme Leila Shahid, représentante de la Palestine auprès du Gouvernement français et observatrice permanente de la Palestine auprès de l'UNESCO.

11. M. Kéba Birane Cissé (Sénégal) a présidé le Séminaire. M. Joseph Cassar (Malte) a exercé les fonctions de vice-président et de rapporteur.

#### D. Ordre du jour

12. Le but du Séminaire était d'offrir l'occasion d'un échange de vues sur un large éventail de questions concernant l'édification d'une nouvelle économie palestinienne, eu égard en particulier au commerce et aux investissements, à la lumière de la Déclaration de principes, des accords signés ultérieurement par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine et de la situation nouvelle qui s'était fait jour sur le terrain.

13. En séance plénière et au cours des débats des tables rondes, les participants se sont penchés sur les grands thèmes suivants :

- a) Édifier une économie palestinienne – défis et perspectives;
- b) Poser les bases du développement de l'économie palestinienne;
- c) Investir en vue du développement : besoins des Palestiniens et grandes options;

/...

d) Promouvoir les échanges commerciaux en vue du développement : besoins des Palestiniens en grandes options.

## RÉSUMÉ DES DÉBATS

### A. Séance d'ouverture

14. Au nom du Directeur général de l'UNESCO, le Directeur de l'unité de coordination de l'assistance au peuple palestinien du secrétariat de l'UNESCO, M. Omar Massalha, a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé que, depuis 1950, l'UNESCO, de concert avec d'autres organisations internationales et des gouvernements, était intervenue activement dans la défense des droits de tous les réfugiés et de l'ensemble du peuple palestinien à l'éducation et à la préservation de leur patrimoine culturel et de leur identité. Parmi les activités mises en oeuvre, il fallait signaler la fourniture d'un enseignement et d'une formation dans le cadre du programme de coopération UNESCO-UNRWA, ainsi que des études sur les besoins du peuple palestinien en matière d'éducation. En octobre 1993, la Conférence générale de l'UNESCO avait invité le Directeur général à élaborer, en concertation avec les autorités palestiniennes compétentes, un plan de travail global visant à répondre aux besoins immédiats du peuple palestinien dans les domaines de compétence de l'UNESCO. À la suite de cette résolution, le Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le Directeur général de l'UNESCO avaient signé à Grenade (Espagne) un mémorandum de coopération entre les deux organisations. De plus, un comité conjoint UNESCO/OLP avait été créé en vue de planifier et de suivre l'exécution des activités envisagées. Les parties s'étaient mises d'accord sur un plan d'action portant sur un certain nombre de projets immédiats : remise en état des écoles; carte des établissements scolaires, centre palestinien pour l'élaboration de programmes d'enseignement; établissement, avec le concours du PNUD, d'un mécanisme de "transfert de connaissances par l'intermédiaire des nationaux expatriés"; étude de faisabilité en vue de créer un musée national palestinien; protection de sites et de monuments historiques et culturels à Jéricho; tourisme culturel; centre d'artisanat traditionnel à Gaza; et appui à la mise en place du service palestinien de télévision.

15. Dans le message qu'il a adressé au Séminaire, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait observer que depuis la fin des années 70, le système des Nations Unies s'était efforcé de mettre au point un programme d'assistance visant à améliorer la situation sociale et économique du peuple palestinien, en concertation et en coopération avec l'OLP. Diverses activités opérationnelles avaient été mises en train dans ce domaine en 1980. Le Secrétaire général s'est félicité de la signature de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie. Il a également exprimé sa satisfaction devant l'accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, et a rendu hommage à tous ceux qui en avaient facilité la signature, notamment les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie en leur qualité de coparrains du processus de paix, ainsi que l'Égypte et la Norvège. Au début de septembre 1993, le Secrétaire général avait créé une équipe spéciale de haut niveau pour recenser de nouvelles activités susceptibles d'être rapidement mises en oeuvre par l'UNRWA, le PNUD et l'UNICEF, les trois organismes des

/...

Nations Unies intervenant actuellement dans les territoires occupés. Le rapport de cette équipe spéciale avait été communiqué à la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, organisée à Washington, D.C., le 1er octobre 1993. Vu la complexité de la situation dans la région et la multiplicité des intervenants extérieurs au système des Nations Unies qui prendraient part à la phase de transition, le Secrétaire général a jugé impératif d'établir d'urgence un mécanisme pour assurer une coordination efficace et une intensification de l'aide internationale aux Palestiniens des territoires occupés en vue de satisfaire leurs besoins immédiats et à plus long terme. Le Secrétaire général avait décidé de désigner l'Ambassadeur Roed Terje Larsen de Norvège coordonnateur spécial pour les territoires occupés, en vue de faire office d'attaché de liaison pour toutes les activités d'assistance économique, sociale et autre des Nations Unies en faveur des Palestiniens des territoires occupés. M. Larsen avait été chargé de fournir des orientations globales et de faciliter la coordination entre les divers programmes et organismes des Nations Unies en vue d'adopter une démarche intégrée et unifiée en matière de développement économique et social, et il apporterait son concours à l'application de la Déclaration de principes, comme l'avaient demandé les parties.

16. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a souligné l'importance des accords conclus entre Israël et l'OLP, notamment la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie et l'accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho. Il a également pris note des importants accords économiques bilatéraux signés par l'OLP avec Israël, la Jordanie et l'Égypte. Au cours des derniers mois écoulés, les organismes des Nations Unies avaient entrepris de coopérer étroitement avec l'OLP afin d'élaborer un large éventail de projets visant à répondre aux besoins actuels et futurs du peuple palestinien. En mai 1994, le PNUD et l'OLP avaient conclu un accord officiel. Au nom du Comité, le Président a rendu hommage au Secrétaire général de l'ONU pour les efforts qu'il consacrait à la définition d'une démarche globale de l'Organisation des Nations Unies en vue du développement de la bande de Gaza et de la région de Jéricho et s'est félicité de sa décision de faire de son Coordonnateur spécial dans les territoires occupés le centre de liaison de l'assistance du système des Nations Unies aux Palestiniens et de le charger de coordonner les efforts des programmes et organismes des Nations Unies. Compte tenu de l'état actuel de l'économie palestinienne et des conditions de vie déplorables de la population, en particulier dans la bande de Gaza, cette tâche revêtait un caractère extrêmement urgent. Étant l'organe de l'Assemblée générale chargé de la question de Palestine, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pourrait apporter une contribution utile et positive aux efforts de l'Organisation des Nations Unies durant la difficile période de transition. L'intensification de l'aide au peuple palestinien était une tâche prioritaire du Comité.

17. Dans sa déclaration, Mme Leila Shahid, représentante de la Palestine auprès du Gouvernement français et observatrice permanente de la Palestine auprès de l'UNESCO a souligné l'importance du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, tenu en 1993, et rappelé que, durant ce séminaire, l'OLP avait présenté son "Programme de développement de l'économie nationale palestinienne pour la période 1994-2000". Elle a indiqué que, depuis lors, Israël et l'OLP étaient parvenus à un accord politique, l'armée israélienne

s'était retirée de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, et la passation des pouvoirs entre l'administration civile israélienne et l'autorité politique et la police palestiniennes s'était faite en douceur. Mme Shahid a signalé que les négociations sur le retrait d'Israël du reste de la Cisjordanie étaient sur le point de commencer. Autres faits nouveaux : 3 000 agents de police palestiniens avaient été déployés, 5 000 prisonniers politiques avaient été libérés des prisons israéliennes, un conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction avait été mis en place, des comités électoraux avaient été constitués dans les municipalités de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, des banques avaient été ouvertes et des sociétés de portefeuille créées. L'OLP avait accompli ce travail avec l'aide des pays donateurs. Les Palestiniens avaient besoin de séminaires de ce type pour étudier d'autres expériences, en tirer les enseignements et élaborer des stratégies. Ils avaient besoin d'un véritable partenariat aux niveaux intellectuel et financier.

B. Séance plénière : Édifier une économie palestinienne  
– défis et perspectives

18. La séance plénière a été consacrée aux déclarations prononcées par certains pays donateurs et d'autres gouvernements, par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et par des organismes des Nations Unies.

19. Le représentant de l'Indonésie a déclaré qu'il incombait à la communauté internationale de transformer la bande de Gaza et la région de Jéricho en zones de paix et de prospérité. À cet effet, il fallait tirer pleinement parti des talents, de l'enthousiasme et de la créativité des Palestiniens. Il importait au plus haut point que l'Autorité palestinienne soit dotée de tout ce dont elle avait besoin pour être tout à fait opérationnelle et assumer son nouveau rôle. Les donateurs internationaux avaient les moyens d'instaurer un climat propice au commerce, aux investissements et à la création d'emplois. Parmi les besoins fondamentaux immédiats des Palestiniens pour lesquels les organismes de développement internationaux devaient mobiliser d'urgence des ressources figuraient les investissements d'infrastructure. Il fallait mettre en place les structures de base nécessaires pour l'administration de la bande de Gaza et de la région de Jéricho. Le Gouvernement indonésien avait annoncé une contribution de 5 millions de dollars des États-Unis au titre de l'assistance au peuple palestinien. Il fallait lancer d'urgence une action internationale coordonnée et souple. La nomination d'un coordonnateur spécial par le Secrétaire général de l'ONU répondait à ce besoin.

20. Le représentant de la Grèce a dit que son pays fournissait depuis longtemps une aide financière aux Palestiniens dans les territoires occupés. En 1993, l'aide humanitaire s'était élevée à 526 000 dollars des États-Unis et des bourses d'un montant total de 131 000 dollars avaient été accordées à 39 Palestiniens. En outre, une aide de 15 millions de dollars avait été fournie à l'Organisation de libération de la Palestine pour la reconstruction du territoire autonome. La Grèce avait toujours été en faveur de l'accélération du processus de paix et avait maintes fois invité les deux parties à respecter les calendriers et à appliquer rapidement les accords.

21. Le représentant de la CNUCED a souligné l'importance de la signature de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie et des accords ultérieurs, notamment le Protocole sur les relations économiques entre l'État d'Israël et l'OLP. Ces accords avaient marqué le début d'un changement dans les objectifs de développement palestiniens. En outre, les accords économiques bilatéraux signés par l'OLP avec la Jordanie et l'Égypte contribuaient à la réintégration de l'économie palestinienne dans le processus de coopération économique régionale. L'économie palestinienne était encore caractérisée par une distorsion de la structure de production due à la faiblesse de la base de ressources locale et aux effets d'une occupation prolongée. L'orateur a brossé un tableau détaillé de la situation dans les secteurs des finances, de l'investissement et du commerce ainsi qu'en matière d'appui technique au commerce palestinien et aux secteurs connexes.

22. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement a déclaré que le projet relatif aux statistiques dans les territoires occupés était en bonne voie. Le Coordonnateur spécial nommé par le Secrétaire général avait joué un rôle important dans la mise en place du bureau de statistiques. La Norvège avait versé une contribution de 600 000 dollars des États-Unis pour le financement des activités de ce bureau et était également disposée à prendre en charge ses frais d'extension entre 1995 et 1997. Le nouvel Administrateur du PNUD avait souligné qu'il fallait transformer les facteurs extérieurs et macroéconomiques en forces positives à l'appui d'un développement humain durable. Depuis 1980, les ressources de base affectées par le Programme à la Cisjordanie et à la bande de Gaza avaient été fort modestes. Toutefois, pour 1994, elles avaient été complétées par des annonces de contributions fermes d'un montant total de 34 millions de dollars des États-Unis. Ces fonds avaient été affectés à l'appui aux capacités techniques et de gestion dans le secteur public ainsi qu'à la création de ministères de l'éducation et du travail. Ils serviraient également à stimuler le développement du secteur privé dans les domaines de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et du tourisme et à promouvoir le transfert de techniques par le biais des expatriés.

23. Le représentant de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a fait observer que la Commission était le seul organisme des Nations Unies dont la Palestine était membre à part entière. La CESAO a réorganisé son groupe de travail spécial pour le peuple palestinien, créé en 1987, pour en faire une équipe spéciale chargée de la coordination de l'assistance de la CESAO aux Palestiniens. Au fil des ans, la Commission avait entrepris des activités dans de nombreux domaines et, notamment : a) établi des études analytiques et des projets pour la remise en état de l'économie palestinienne, b) organisé des ateliers et des séminaires de formation, et c) invité à ses différentes réunions des responsables et des experts palestiniens. Dans le cadre de ses activités, la Commission coopérait avec des organismes du système des Nations Unies, en particulier le Groupe économique spécial (peuple palestinien) de la CNUCED et le PNUD. Récemment, la CESAO avait entamé des consultations aux fins de constituer une équipe spéciale interorganisations. L'orateur a ensuite donné un aperçu des activités que la CESAO comptait exécuter durant l'exercice biennal 1994-1995.

24. Dans une déclaration adressée au Séminaire, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) a donné un aperçu des activités d'aide

/...

alimentaire aux Palestiniens exécutées par son organisation, mettant l'accent sur le programme d'assistance en cours. Dans la seule bande de Gaza, le PAM fournissait des vivres à 28 000 familles nécessiteuses (140 000 personnes). L'aide apportée dans le cadre de ce projet était estimée à 2,5 millions de dollars des États-Unis. Le PAM envisageait en outre de fournir une aide alimentaire de soutien dans le cadre d'un projet pilote du PNUD consacré à l'amélioration des installations d'assainissement dans la ville de Gaza, projet auquel participeraient la Fédération des syndicats et, dans une phase ultérieure, les municipalités. Ce projet était considéré comme un moyen de "transfert de ressources" direct. Le PAM a reconnu que, à moyen et à long terme, l'insécurité alimentaire n'était pas un problème structurel ou chronique parmi les Palestiniens. Par conséquent, ces derniers n'auraient probablement besoin de l'aide du Programme que pendant la période transitoire.

25. Le représentant de l'Égypte a fait valoir que, pour édifier une économie palestinienne solide, l'assistance nationale était un apport précieux, qu'elle soit bilatérale, multilatérale ou régionale. Il fallait soutenir les efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour jeter les bases d'une économie productive et dynamique. La coopération régionale pouvait également jouer un rôle. C'est dans ce contexte que l'Égypte et l'OLP avaient signé un accord de coopération économique et technique dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la santé publique, de l'éducation et des infrastructures. S'agissant de ce dernier domaine, l'accord privilégiait les projets communs ayant une dimension régionale. Les deux parties étaient convenues d'encourager les contacts entre les hommes d'affaires égyptiens et palestiniens. La paix, la sécurité et le développement économique étaient imbriqués et il était souhaitable que les ressources financières annoncées pour aider le peuple palestinien soient rapidement versées.

26. Le représentant de la Banque mondiale a dit que son organisation avait commencé à apporter une assistance au peuple palestinien en 1992, lorsque le Groupe de travail du développement économique, établi dans le cadre des négociations multilatérales sur les questions régionales au Moyen-Orient, l'avait invitée à élaborer une étude sur les perspectives de développement dans la région. La Banque mondiale avait ensuite étoffé sa contribution et, au début de 1993, envoyé dans la région une mission composée de cinq équipes pour étudier plus spécialement les questions relatives à l'agriculture, aux ressources humaines, à l'infrastructure, à l'activité macroéconomique et au développement du secteur privé. Cette initiative, financée par l'Union européenne, la Suède et les États-Unis d'Amérique, avait débouché sur un rapport intitulé "Developing the occupied territories: an investment in peace". Axé sur les questions macro-économiques et sectorielles dans le territoire occupé, ce rapport proposait une stratégie pour la réalisation de projets de développement dans la région. Après la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, une mission conjointe Banque mondiale/donateurs s'était rendue dans le territoire occupé et avait élaboré un programme d'assistance d'urgence de 1,2 milliard de dollars des États-Unis. Ce programme avait stimulé toute une série d'activités ultérieures de planification en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Deux autres initiatives de donateurs étaient à signaler : le Fonds d'assistance technique de la Banque mondiale de 35 millions de dollars et le Fonds pour la paix Johan Jorgen Holst. Ce dernier avait été établi pour financer les coûts de démarrage et de transition de la nouvelle administration palestinienne. L'orateur a

décrit les activités du Comité spécial de liaison créé à la suite de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient. La Banque mondiale assurait le secrétariat de ce comité, dont le personnel était fourni par elle-même et par l'Union européenne.

27. Le représentant de la Jordanie a rappelé que son pays manifestait depuis longtemps son soutien au peuple palestinien. Les Palestiniens avaient besoin qu'on les aide à assurer leur développement économique, mais il leur fallait aussi une assistance dans d'autres domaines. La Jordanie avait conclu des accords économiques avec l'OLP portant, entre autres, sur des questions douanières, commerciales, touristiques et bancaires. Il y avait beaucoup à faire à cet égard, et un effort était demandé de tous. L'intervenant a exprimé l'espoir que les compétences des secteurs public et privé de la Palestine, associées à une coordination régionale et internationale, permettraient au peuple palestinien de réaliser ses aspirations.

28. Dans sa déclaration, le représentant de l'UNICEF a décrit à grands traits le programme en faveur du territoire occupé pour la période 1994-1995, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration du Fonds. Ce programme avait pour objectif d'ouvrir la voie au développement économique, en commençant par la protection et le bien-être des enfants palestiniens, et d'aider les autorités palestiniennes à mettre en place des institutions et des infrastructures essentielles de services sociaux destinés à l'enfance. Le représentant de l'UNICEF a résumé les cinq éléments majeurs du programme : santé maternelle et infantile; enseignement primaire; développement du petit enfant; activités relatives à la jeunesse et à la collectivité; et la santé psychosociale. Pour exécuter ce programme, les stratégies suivantes étaient appliquées :  
a) évaluation des besoins de la collectivité; b) mise en valeur des ressources humaines; c) appui technique à la politique de développement social; d) assistance matérielle sous diverses formes aux institutions de service social; et e) conception de systèmes de surveillance et d'évaluation de la condition de l'enfant.

29. Le représentant de l'OIT a dit dans sa déclaration qu'à la suite de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, son organisation avait engagé des consultations avec l'OLP en vue de déterminer le rôle que jouerait l'OIT dans la fourniture d'une assistance technique au territoire palestinien occupé. En octobre 1993, au terme de ces consultations, les dirigeants de l'OLP avaient adressé à l'OIT une demande relative au développement du secteur social et celui de l'emploi dans le territoire occupé. Pour y répondre, l'Organisation avait, en décembre 1993, envoyé dans la région une mission interdisciplinaire chargée d'élaborer un cadre de principes cohérent dans ces domaines. Les travaux de la mission avaient débouché sur un rapport intitulé "Programme d'action pour la période transitoire dans les territoires occupés", rapport qui contenait une trentaine de propositions de projets tendant à répondre aux besoins prioritaires des Palestiniens à court terme (1994) et à moyen terme (1994-1995). Ce rapport décrivait à grands traits trois objectifs principaux : créer des possibilités d'emploi, atténuer la pauvreté et renforcer la protection sociale. En vue d'atteindre ces objectifs, il fallait prendre les mesures suivantes : a) mettre au point un cadre directeur pour développer le secteur social et celui de l'emploi; b) jeter des bases institutionnelles;

/...

c) gérer le processus de transition avec prudence et dans un souci de coût-efficacité.

30. Le représentant du FMI a déclaré que le programme du Fonds pour la Cisjordanie et la bande de Gaza avait essentiellement porté sur l'assistance technique à la mise en place de cadres institutionnels dans les domaines du budget, du trésor public et de l'administration fiscale. À la suite de quatre missions d'assistance technique, on avait défini un plan détaillé pour le transfert aux autorités palestiniennes de toutes les responsabilités budgétaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, dans le respect du calendrier convenu entre Israël et l'OLP. Étant donné qu'en matière de finances publiques, il était indispensable d'améliorer les qualifications de la main-d'oeuvre, le Fonds maintiendrait son assistance technique, en collaboration avec la Commission européenne, sous forme de séminaires et d'ateliers de formation accélérée et enverrait notamment des conseillers permanents sur le terrain pour venir en aide, dans ces domaines, aux autorités financières palestiniennes. L'assistance technique fournie par le Fonds portait également sur le renforcement de la capacité de recueillir, d'organiser et d'utiliser des statistiques macroéconomiques relatives aux prix, aux finances publiques, à la monnaie et au système bancaire ainsi qu'à la balance des paiements. Le FMI avait coordonné ses activités avec celles de la Banque mondiale; il continuerait de suivre de près les nouveaux besoins des autorités palestiniennes en matière d'assistance technique et s'efforcerait de satisfaire ces besoins dans le cadre de son mandat et en collaboration avec d'autres donateurs bilatéraux et internationaux.

31. Dans sa communication au Séminaire, le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Groupe des 77 a déclaré que la communauté internationale, consciente du fait que la paix serait largement fonction du développement économique et du progrès social, était résolue à mobiliser, au bénéfice du peuple palestinien, les ressources nécessaires pour atténuer la pauvreté et alléger les autres maux engendrés par l'occupation et le sous-développement. La nomination du Coordonnateur spécial devrait encore améliorer l'efficacité des multiples activités menées par le système des Nations Unies pour venir en aide à l'Autorité palestinienne dans les domaines de la planification, des programmes et des projets d'infrastructure, de la santé, de l'éducation, du développement et de l'environnement. L'intégration de l'économie palestinienne aux économies régionale et mondiale semblait en outre en bonne voie. En ouvrant le débat sur les questions des besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements, le Séminaire avait d'ores et déjà fait oeuvre utile.

### C. Débats en table ronde

#### Table ronde I. Poser les bases du développement de l'économie palestinienne

32. La table ronde était animée par Mme Irene Jillson, qui a également rédigé un résumé des débats.

33. Dans son exposé, M. Hisham Awartani, professeur à l'Université Al-Najah, a dit que diverses restrictions réglementaires avaient été imposées à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. De ce fait, l'infrastructure économique locale, l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le commerce avaient été

/...

considérablement bridés. Une forte dépendance à l'égard de l'économie israélienne s'était développée pendant les années d'occupation. En dépit des distorsions ainsi créées, le niveau de vie avait certes affiché un taux de croissance relativement élevé. Il n'en demeurait pas moins que celui-ci ne reposait pas sur la base économique locale, mais était lourdement tributaire de l'économie israélienne. L'emploi en Israël occupait jusqu'à 45 % de la main-d'oeuvre palestinienne. Un grand nombre d'experts palestiniens travaillaient également en Israël. De plus, la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie a laissé à ce pays un pouvoir de veto en matière de sécurité et d'économie. Un comité conjoint israélo-palestinien pour la coopération économique avait été créé pour superviser l'activité économique palestinienne. En ce qui concerne le rôle de la communauté des donateurs, l'expert a souligné qu'en sus d'engagements financiers, les Palestiniens avaient également besoin d'autres types de relations avec la communauté internationale. Les pays donateurs pourraient encourager les accords commerciaux, les coentreprises, les franchises directes, la formation et le transfert de technologie. De plus, le Gouvernement israélien pourrait alléger les restrictions à l'emploi et au commerce plutôt que de demander des dons supplémentaires à la Communauté européenne.

34. M. George Abed, conseiller au Fonds monétaire international, a fait observer que, l'indépendance politique de la Palestine étant remise à plus tard, ses résultats économiques suscitaient un intérêt accru. Il a décrit le type d'institutions publiques à mettre en place pour assurer une gestion saine des finances publiques et stimuler la croissance. Il fallait créer notamment des structures juridiques, financières, monétaires, bancaires et douanières. Il était indispensable de se prononcer sur certains aspects fondamentaux de la mise en place des cadres institutionnels du côté palestinien et sur les liens financiers avec Israël. La plus importante des institutions palestiniennes était pour le moment le Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, mais il s'agissait là d'une entité provisoire qui serait incorporée dans quelques années à une administration financière permanente et intégrée. Quant à la proposition de créer une banque palestinienne de développement, M. Abed estimait qu'il n'y avait pas lieu d'y donner suite dans la mesure où le secteur privé s'était avéré capable de mobiliser des fonds en vue d'investissements à long terme. Puis M. Abed a évoqué deux obstacles éventuels à la mise en place de cadres institutionnels : la situation budgétaire contraignante dans laquelle se trouvait l'Autorité palestinienne puisqu'elle ne disposait que d'un budget de trésorerie et le manque de préparation à une entreprise de cette importance. M. Abed a indiqué qu'il fallait non seulement mettre en place et faire fonctionner un système financier efficace et crédible dans les territoires, mais encore mener d'urgence trois autres activités : i) prendre la relève des fonctions budgétaires, financières et fiscales dans les régions de Gaza et de Jéricho de façon à maintenir une continuité dans les recettes; ii) mettre en place l'autorité monétaire palestinienne afin de superviser le système bancaire; et iii) former des équipes palestiniennes consultatives de haut niveau constituées d'hommes d'affaires et de spécialistes qui aideraient l'OLP à résoudre les divers problèmes économiques et techniques posés par la reconstruction et le développement. En temps voulu, il faudrait créer une agence palestinienne des investissements — qui ferait office de chambre de compensation et de catalyseur pour l'investissement étranger direct. Cette agence pourrait organiser tous les deux ou trois ans une grande conférence

à laquelle elle convierait des Palestiniens de la diaspora. M. Abed a souligné qu'il était fondamental de faire appel à ces derniers pour qu'ils aident à renforcer les cadres institutionnels et qu'ils investissent dans la croissance économique de la Palestine.

35. Dans sa communication, M. Kamal Hassouneh, entrepreneur à Jérusalem, a décrit les difficultés rencontrées par l'économie palestinienne depuis l'occupation. L'absence d'institutions palestiniennes de développement économique dans le territoire occupé était un des facteurs qui avaient considérablement freiné l'activité économique et fait ressortir ses multiples carences. Compte tenu des nombreux défis qui se présentaient à l'économie, il était primordial de créer un cadre juridique palestinien pour l'activité économique, notamment à la suite de la signature des récents accords. L'établissement d'institutions chargées du développement économique de la Palestine avait un caractère d'urgence. Au stade actuel, les Palestiniens avaient besoin d'un centre pour former des experts dans différents domaines : économie, gestion, finance, commercialisation, contrôle de la qualité, production et entretien. D'autres entités étaient à créer : institut palestinien de technologie, institut de recherche sur l'énergie, centre d'affaires, banque de données générales sur la Palestine, centre de contrôle de la qualité, association pour la protection de l'environnement, centre de promotion de la femme et institut bancaire ou financier.

36. M. Antoine Zahlan, membre du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, a examiné la nécessité de réorganiser les infrastructures matérielles, institutionnelles et organisationnelles palestiniennes. Il a décrit les besoins de la Palestine en infrastructures physiques tels qu'ils ressortaient du programme de développement de l'économie nationale palestinienne pour 1994-2000 établi par L'OLP en 1993 et du rapport sur le programme d'aide d'urgence aux territoires occupés, établi par la Banque mondiale. Les Palestiniens devaient mettre en place les institutions et les organisations voulues pour tenir compte de l'ordre mondial issu des négociations d'Uruguay, lequel aurait des incidences directes sur l'environnement commercial de la Palestine. Vu que nombre d'institutions palestiniennes étaient toutes récentes et manquaient de personnel et bien souvent d'expérience, l'orateur a proposé plusieurs mesures propres à mobiliser les ressources de la Palestine, parmi lesquelles : a) établissement d'un organisme palestinien indépendant chargé de surveiller les activités des organisations tant publiques que privées, en vue de déterminer les goulets d'étranglement et de recommander des solutions; b) mise à profit de l'expérience accumulée au niveau mondial; c) création dans les plus brefs délais d'un institut de statistique; d) mise en place accélérée, avec le concours de la communauté internationale, d'un système juridique, de codes, de normes, de laboratoires d'essais, de services de recherche et d'information, etc.; e) amélioration de la productivité de la main-d'oeuvre par la formation et le perfectionnement des compétences en matière de gestion; f) création, avec l'aide du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, d'un ou de plusieurs organismes chargé(s) d'encourager la planification d'infrastructures à l'échelon des agglomérations et des villages; et g) établissement d'un mécanisme efficace pour localiser et mobiliser les professionnels palestiniens de la diaspora.

37. Dans sa communication, M. Tayseer Abdel Jaber, Directeur du Centre arabe de consultation à Amman, a envisagé l'avenir des relations économiques jordano-palestiniennes, compte tenu des accords conclus par la Jordanie et l'OLP avec Israël dans le cadre du processus de paix. Depuis la signature entre Israël et l'OLP de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie à Washington, D. C., le 13 septembre 1993, d'autres accords bilatéraux avaient été conclus entre l'OLP, la Jordanie et Israël, ouvrant la voie à un renforcement de ces relations. L'expert a présenté le contexte historique dans lequel s'inscrivaient ces accords et examiné les incidences qu'ils pouvaient avoir sur la coopération économique entre la Jordanie et la Palestine. Il s'est intéressé plus spécialement aux perspectives des relations économiques entre les deux parties durant la période quinquennale de transition, notamment dans les domaines du commerce, des activités bancaires et financières, de l'investissement, du tourisme, de la main-d'oeuvre et des mouvements de population.

38. Dans la communication qu'il a envoyée au secrétariat du Séminaire, M. Fritz Fröhlich, représentant à Jérusalem de la Société pour les relations austro-arabes (SAAR) et coordonnateur du Réseau d'ONG européennes oeuvrant dans les territoires occupés (NENGOOT), a fait observer que la formule à élaborer devait viser à assurer une croissance durable en conciliant le secteur de l'économie, l'équité sociale et la protection de l'environnement. En outre, pour parvenir à une véritable planification du développement durable au niveau national, il fallait surmonter la méfiance mutuelle qui avait limité et faussé les flux d'informations entre les parties concernées et s'était traduite par un manque de communication. La condition et la priorité absolue d'un processus de développement durable résidaient dans un renouvellement des modes d'échange de données. L'Autorité palestinienne devait devenir le destinataire naturel des informations relatives au territoire occupé. L'orateur a présenté divers principes susceptibles d'être appliqués aux fins du développement durable de la Palestine : a) les organes publics palestiniens compétents devraient devenir des points de communication dotés des capacités financières, techniques et politiques voulues pour assumer une telle tâche; b) il faudrait financer un groupe de développement de la Palestine, comprenant des représentants des Palestiniens, des gouvernements étrangers et d'entités intergouvernementales; c) un réseau électronique d'information sur le développement du territoire occupé serait à mettre en place; d) des mesures concrètes devraient être prises pour assurer une stabilité politique accrue au niveau régional; e) il faudrait empêcher Israël de continuer à prétendre, comme ce pays le faisait actuellement, qu'il s'était retiré du territoire occupé et était en droit de décider des mesures à prendre à l'égard de celui-ci; et f) la communauté des donateurs devrait s'appliquer beaucoup plus qu'elle ne le faisait actuellement à coordonner l'effort d'assistance en faveur des Palestiniens.

39. Le débat a été ouvert par une question relative à l'appareil juridique de la Palestine. Certains participants ont dit que la Palestine devait se doter d'une loi de finances et que le droit fiscal, par exemple, était rédigé en hébreu – on s'employait actuellement à le traduire dans ses grandes lignes. On a examiné les avantages respectifs des plans directeurs économiques à court terme et à long terme; l'un des participants a laissé entendre qu'étant donné l'absence d'institutions économiques et financières palestiniennes et le manque de données et d'information (notamment de données essentielles provenant

d'Israël et des donateurs), il était impossible d'élaborer immédiatement un plan directeur. La question de savoir s'il fallait investir de préférence dans le secteur privé ou dans le secteur public a sous-tendu l'ensemble du débat, certains intervenants appelant l'attention sur les besoins à court terme et sur l'instabilité de la situation. L'un d'entre eux a également fait observer que le rapport de la Banque mondiale sur les secours d'urgence récemment publié passait sous silence le secteur du logement. Un autre a suggéré que les investissements dans l'infrastructure matérielle soient essentiellement d'origine privée, et laissé entendre que la Palestine ne manquait pas de capitaux d'investissement privés. Etant donné les avantages qu'Israël et l'Égypte avaient retirés de leur appartenance au GATT, on a proposé que la Palestine ait au moins un statut d'observateur auprès de cet organisme, et qu'elle élabore et signe au plus vite des accords de commerce. L'un des participants a fait valoir les avantages que présentaient des coentreprises avec des sociétés israéliennes. La question de savoir si, aux termes de l'Accord du Caire, les Palestiniens avaient le droit d'abroger les ordonnances militaires israéliens a donné lieu à une controverse. L'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que l'Autorité palestinienne pouvait prendre des mesures en ce sens et que le Gouvernement israélien ne pouvait faire objection qu'aux lois qui contredisaient la Déclaration de principes. Il a également indiqué qu'aux termes de la quatrième Convention de Genève, les lois militaires dont il s'agissait étaient de toutes façons d'une validité douteuse.

Table ronde II. Investir en vue du développement : besoins des Palestiniens et grandes options

40. La table ronde était animée par M. George Abed, qui a également rédigé un résumé des débats.

41. Dans sa communication, M. Ibrahim Dakkak, membre du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, a souligné que la mise en place d'une infrastructure appropriée devait en règle générale précéder le développement économique du territoire palestinien occupé. Afin de construire pareille infrastructure, il importait que la direction palestinienne définisse ses objectifs immédiats et à long terme, oriente l'aide fournie aux Palestiniens et l'utilise au mieux. Par ailleurs, les différents donateurs et les organismes et institutions des Nations Unies, ainsi que ceux de l'Union européenne et la Banque mondiale, devraient coordonner au maximum leur action pour répondre aux objectifs palestiniens de développement, tels que définis par les responsables palestiniens.

42. Mme Irène Jillson, présidente de Policy Research Inc., à Bethesda au Maryland, a, pour sa part, indiqué comment la mise en valeur des ressources humaines pouvait faire partie intégrante du programme d'ensemble pour la Cisjordanie et la bande de Gaza. Elle a souligné qu'il importait, dans ce domaine, à la fois de renforcer la capacité administrative et technique des institutions publiques et privées palestiniennes en général et de dispenser une formation spécifique à ceux qui seraient amenés à exercer certains emplois bien définis ou à exécuter certaines tâches précises. Sur le plan stratégique, il importait d'améliorer les systèmes d'enseignement et de formation de manière générale tout en favorisant l'établissement de passerelles entre ces systèmes et

le secteur productif. Dans le cadre du programme palestinien, on pourrait envisager d'intensifier le transfert des connaissances et des compétences entre le secteur public et le secteur privé. Il faudrait peut-être définir les domaines nécessitant une intervention prioritaire parce qu'ils étaient restés sous-développés à la suite de l'occupation israélienne et notamment oeuvrer pour rendre plus fructueuse l'interaction entre secteur public et secteur privé, mais aussi prêter une attention particulière au rôle des femmes, renforcer la participation du public à la prise de décisions et rationaliser les relations intergouvernementales. Les ressources consacrées à l'enseignement et à la formation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avaient été extrêmement insuffisantes et s'il était une leçon à tirer de l'expérience réussie de certains pays, c'est qu'il faudrait investir considérablement dans la mise en valeur des ressources humaines en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pendant la période à venir.

43. Mme Hind Salman, professeur adjoint à l'Université de Bethléhem a présenté une communication sur les investissements dans le capital humain, dans laquelle il était question, considérés tout spécialement sous l'angle des femmes palestiniennes, des problèmes d'analphabétisme, de manque de formation, d'acquisition de compétences, d'emploi et de création d'emplois, et de la nécessité d'améliorer de façon générale la participation des Palestiniens à la vie économique. Il fallait par ailleurs apporter sans tarder un soutien aux entreprises en général et à celles qui étaient dirigées par des femmes en particulier, puisque les femmes ne sauraient devenir autonomes si elles ne disposaient pas de revenus. L'oratrice a fait ressortir le rôle du facteur humain dans le développement économique lequel bénéficierait de la participation active des femmes. Il fallait mettre en place des conditions qui permettent aux femmes palestiniennes de pénétrer le milieu des affaires de sorte qu'elles soient libres de participer à l'activité économique en tant que propriétaires ou que salariées d'entreprises viables et productives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il fallait également créer un cadre institutionnel qui soutienne les femmes chefs d'entreprise.

44. M. Bassim Khoury, propriétaire d'une société pharmaceutique en Cisjordanie, a présenté un document sur la promotion des investissements nationaux à la suite de la signature de l'Accord sur la bande de Gaza et la région de Jéricho. L'économie palestinienne, qui avait dans le passé souffert du climat d'instabilité politique, avait besoin, pour redémarrer, d'aide et d'investissements frais, aussi bien étrangers que locaux. Le secteur privé palestinien était appelé à jouer à cet égard un rôle central. Pour le moment, le redressement de l'économie dépendait presque entièrement de l'activité du secteur privé. Il était indispensable, pour susciter un flux continu d'investissements privés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, de modifier l'évaluation par les milieux intéressés des risques encourus. Investir dans la région étant pour le moment considéré comme une opération trop risquée, les mesures ci-après étaient proposées pour atteindre cet objectif : a) redéfinir la notion de "considérations de sécurité"; b) réformer l'administration et le régime réglementaire; c) restructurer et internationaliser les relations économiques; d) injecter des fonds destinés à l'investissement; e) réformer la politique suivie en matière de zonage et d'occupation des sols; f) construire une infrastructure adéquate. Ayant analysé les dispositions pertinentes des accords israélo-palestiniens récemment signés, l'auteur faisait valoir que les

/...

Palestiniens ne détenaient pas tous les instruments nécessaires pour promouvoir l'investissement local. Restait à voir si des progrès seraient réalisés en dépit des contraintes existantes.

45. Dans son document sur le rôle des chambres de commerce et d'industrie palestiniennes, M. Hussam Hijjawi, membre de la Chambre de commerce de Naplouse, résumait les principaux buts et activités de ces organismes. Le document était axé sur la promotion des investissements nationaux dans la nouvelle conjoncture politique. Les chambres palestiniennes de commerce et d'industrie pouvaient contribuer au développement économique : a) en organisant des réunions avec leurs partenaires étrangers en vue d'ouvrir de nouveaux marchés aux produits palestiniens; b) en facilitant la participation des hommes d'affaires palestiniens aux expositions internationales; c) en finançant l'importation de machines et d'autres biens d'équipement; d) en coopérant avec les institutions locales d'enseignement supérieur et de recherche; e) en imitant l'initiative de la Chambre de commerce de Naplouse qui avait entrepris de créer une ville industrielle; f) en mettant sur pied un institut de formation professionnelle et de gestion sur le modèle de l'Institut autrichien WIFI; g) en encourageant la création d'un institut palestinien des spécifications et de la normalisation et en y jouant un rôle; h) en participant à l'élaboration d'une législation en faveur des investissements; i) en suivant et en recueillant des données sur les secteurs industriel et commercial; j) en organisant des séminaires et en participant à des manifestations locales et internationales; k) en fournissant des renseignements aux investisseurs étrangers sur les possibilités d'investissement offertes par la région; l) en coopérant avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

46. M. Stephen Day, membre du Council for the Advancement of Arab-British Understanding et président du Comité de coordination des ONG d'Europe pour la question de Palestine, a examiné la situation dans laquelle se développait l'économie palestinienne ainsi que les facteurs qui influaient sur ce développement. Le Programme pour le développement de l'économie nationale palestinienne pendant les années 1994-2000, annoncé à Tunis en juillet 1993, fixait le cadre d'une planification économique palestinienne. Les travaux relatifs à sa première phase étaient en cours. L'orateur a décrit le rôle des ONG dans le développement de l'économie palestinienne. L'Union européenne jouait un rôle moteur dans l'économie de la Méditerranée et la nouvelle politique méditerranéenne indiquait la voie à suivre par la Palestine. L'établissement d'un État de droit et d'un système judiciaire devait devenir l'un des objectifs prioritaires des Palestiniens. L'intervenant a également traité des perspectives et des principes de base des investissements publics étrangers dans l'économie palestinienne. En l'absence, à l'heure actuelle, d'indépendance économique, la disposition du programme de développement de la Palestine relative à la coopération avec la Jordanie, et l'accord plus récent avec Israël, revêtaient une grande importance pour les Palestiniens. Le développement se produirait dans un contexte de coopération de la Palestine avec ses voisins immédiats qui partageaient avec elle des intérêts, des monnaies et des marchés communs.

47. Traitant de la coopération économique, de l'investissement et des coentreprises industrielles, M. Simcha Bahiri du Centre de recherche et d'information israélo-palestinien a mis l'accent sur les domaines dans lesquels

une coopération économique était possible entre Israéliens et Palestiniens. L'auteur a également expliqué les raisons de l'inégalité économique actuelle et procédé à une analyse comparative de l'économie d'Israël et de celle de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. La Déclaration de principes, signée en septembre 1993, et le Protocole sur les relations économiques entre Israël et l'OLP, représentant le peuple palestinien, signé en mai 1994, avaient établi les bases générales d'une coopération économique véritable, des coentreprises, et d'une relation économique plus équitable entre les parties. L'auteur a cité, parmi les domaines où une coopération économique entre Israéliens et Palestiniens pouvait être mutuellement avantageuse, la mise sur pied de coentreprises, principalement dans le secteur manufacturier, avec ou sans la participation de tiers.

48. En raison de l'importance de l'infrastructure matérielle dans le programme d'investissement global de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le débat a porté sur plusieurs aspects essentiels de la question. Ont notamment été abordées les questions des conflits de priorités parmi les donateurs et entre les donateurs et les autorités palestiniennes; de l'effet perturbateur des colonies de peuplement sur la continuité et l'intégrité du terrain où les installations d'infrastructure devraient être implantées; des objectifs de développement de l'infrastructure ainsi que de la nécessité, pour les autorités palestiniennes, et peut-être même pour les donateurs, de les clarifier; et de la faiblesse des institutions palestiniennes face à des demandes importantes et parfois conflictuelles.

49. Dans le débat qui a suivi, il a été dit que, pour avantageuses qu'elles puissent être sur le plan économique, les perspectives de coentreprises entre Palestiniens et Israéliens n'étaient peut-être pas brillantes et pouvaient même se révéler prématurées. Bien qu'Israël constitue actuellement et ait des chances de demeurer un certain temps encore le principal marché de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, la normalisation des relations économiques entre la Palestine et ses voisins arabes pouvait modifier la situation. De fait, sur toute la question des relations avec la Jordanie, le débat a fait ressortir les liens historiques, démographiques, économiques et culturels importants qui existaient entre les deux sociétés, les participants ne doutant pas que ces liens puissent se resserrer et ouvrir par là même de nouveaux marchés, arabes notamment, aux exportations palestiniennes.

#### Table ronde III. Promouvoir les échanges commerciaux en vue du développement : besoins des Palestiniens et grandes options

50. La table ronde était animée par M. Tayseer Abdel Jaber, qui a également rédigé un résumé des débats.

51. M. Hazem El Beblawi, Président de la Banque égyptienne de développement des exportations, a axé sa communication sur les relations économiques palestino-arabes. Il a présenté sous une forme résumée l'état actuel de l'économie palestinienne et ses déséquilibres structurels, tels qu'une forte dépendance par rapport à des sources extérieures d'emploi, un niveau d'industrialisation anormalement bas, une forte dépendance par rapport à Israël en matière de commerce extérieur, ainsi que l'insuffisance des infrastructures et des services publics. Les Palestiniens devaient définir une stratégie de développement

/...

économique à longue portée en mettant à profit les options qui s'offraient à eux. M. El Beblawi a dégagé trois grands axes de relations économiques entre les Palestiniens et le monde arabe : le commerce, l'emploi et les mouvements de capitaux. Il a dit par ailleurs que, pendant la période de transition, l'administration civile de la bande de Gaza et de la région de Jéricho devrait s'occuper des infrastructures matérielles et institutionnelles et des grandes orientations générales. Dans la phase de calme actuelle, a-t-il ajouté, le développement économique de la Palestine s'opérerait dans le contexte du développement régional.

52. M. Ala'edeen Shawa, Directeur du Centre de recherche en matière de développement, à Gaza, a examiné dans sa communication le secteur manufacturier qui s'était développé pendant l'occupation et la nature des activités manufacturières actuelles, ainsi que les stratégies institutionnelles qui pourraient rendre les entreprises palestiniennes plus aptes à poursuivre ce type d'activité. Il s'est attaché principalement à l'assistance technique, à la formation, à l'accès aux marchés et à l'information dont les établissements locaux avaient besoin. Le Centre avait mené des recherches au niveau sous-sectoriel auprès de plus de 400 entreprises manufacturières de la bande de Gaza dans les domaines suivants : transformation des matières plastiques, industries alimentaires, fabrication de textiles et de vêtements, et travail des métaux. L'intervenant a également défini et examiné en détail les trois principaux types d'entreprises palestiniennes : petites entreprises à technologie variable qui comptaient moins de 10 employés et produisaient des biens de consommation très divers et de qualité inférieure; entreprises de sous-traitance qui travaillaient en majorité pour des sociétés israéliennes; enfin, grandes entreprises qui employaient entre 100 et 200 personnes et dont la gestion, la production, le statut juridique, les dispositions de crédit et les rapports avec des fournisseurs de matériaux et de techniques ainsi qu'avec les marchés étaient structurés. L'approche du processus de substitution aux importations et de promotion des exportations devait être souple et accroître les capacités des diverses entreprises locales de pénétrer sur de nouveaux marchés et de renforcer leur position sur les marchés auxquels elles avaient déjà accès.

53. Dans sa communication, qui portait sur la situation du commerce palestinien, M. Ezra Sadan, représentant de l'Organisation israélienne de recherches agronomiques, a examiné la structure actuelle des échanges commerciaux, les politiques commerciales avant 1992, les questions liées à l'accès aux marchés et à l'acheminement vers les marchés. À la fin des années 80, le produit national brut palestinien s'élevait à environ 2 milliards 750 millions de dollars des États-Unis. L'exportation de marchandises en Israël et en Jordanie représentait une part modeste – 150 millions de dollars – du PNB. La part correspondant à la rémunération de la main-d'oeuvre migrante journalière, c'est-à-dire la valeur ajoutée par les services de la main-d'oeuvre palestinienne exportée vers Israël, était assez considérable, se chiffrant à 765 millions de dollars. L'un dans l'autre, le commerce des biens et des services constituait le tiers du PNB palestinien. En examinant les politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens, il fallait faire la distinction entre commerce agricole et commerce non agricole. La politique générale d'Israël, tant extérieure qu'intérieure, concernant le commerce des produits agricoles reposait sur des arrangements non commerciaux faisant intervenir des privilèges en matière de contingents de production et de

commercialisation qui lésaient autant les producteurs agricoles palestiniens que les producteurs israéliens non privilégiés. Eu égard aux fabricants palestiniens déjà en place, la politique appliquée par Israël depuis 1968 en matière de commerce direct des produits non agricoles avait été très libérale : les produits ainsi que les biens de consommation et de production palestiniens étaient admis sur le marché israélien sans barrières fiscales et administratives. Le taux de croissance annuel du commerce de marchandises avec Israël avait atteint 23 % en volume pendant cette période. Au cours de la décennie suivante, il avait marqué le pas en raison de l'instauration par Israël d'un système de permis visant à dissuader les industriels palestiniens d'engager une concurrence sur le marché intérieur israélien. À la fin de 1991, la politique des permis avait été abandonnée et, par la suite, un accord officiel avait été conclu entre Israël et l'OLP, par lequel le libre accès au marché israélien était accordé aux articles manufacturés palestiniens. Dans sa communication, M. Sadan a insisté sur la nécessité de disposer de la capacité de concrétiser l'accès autorisé : pouvoir négocier des transactions, transformer et livrer la marchandise, commercialiser les articles.

54. M. Mohammed S. Al-Qudwa, Président de la Chambre de commerce palestinienne de la bande de Gaza, a présenté un document sur le rôle des chambres de commerce palestiniennes dans l'édification d'une économie palestinienne nouvelle. Pour jeter les bases d'une économie palestinienne nouvelle, il fallait prendre les mesures ci-après : a) construire un port maritime à Gaza et des aéroports civils dans la bande de Gaza et en Cisjordanie; b) assurer la liberté de circulation des produits à l'exportation et à l'importation; c) ouvrir des marchés européens aux produits palestiniens; d) encourager les entreprises européennes à commercer avec des entrepreneurs palestiniens; e) assurer aux banques et autres institutions financières l'accès du marché palestinien; f) assurer des prêts à faible taux d'intérêt dans le cadre de systèmes d'aide aux exportations; g) créer des compagnies d'assurance palestiniennes; et h) instaurer une coopération par la voie d'accords avec les pays voisins, dont Israël. M. Al-Qudwa a résumé le rôle joué par la Chambre de commerce palestinienne de la bande de Gaza en faveur des investissements et du commerce et prôné la coordination des efforts pour atteindre les objectifs suivants : a) créer une banque centrale d'information à l'intention des 10 chambres de commerce palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie; b) organiser des programmes de formation spécialement destinés aux hommes d'affaires palestiniens; c) créer surtout un centre qui assure le contrôle des spécifications, des normes, des mesures et de la qualité des produits en s'alignant sur les normes internationalement reconnues; d) créer un centre de planification du développement économique; et e) prendre des dispositions en vue de la création d'une banque commerciale nationale. Un développement économique réussi ne pourrait que cimenter la paix dans la région. Les pays donateurs étaient invités à traiter directement avec l'Autorité palestinienne pour accélérer le progrès économique de la Palestine.

55. Au cours du débat qui a suivi, on a fait valoir que, grâce aux progrès politiques réalisés, le processus de paix en cours était également favorable au développement économique. Certes les questions économiques soulevaient un vif intérêt à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, mais il n'en importait pas moins d'agir sur la lancée du processus de paix. Un participant a déclaré que la création d'un État palestinien demeurerait le principal objectif des

Palestiniens et que cette considération aurait un impact sur les décisions prises dans le domaine économique. D'autres ont procédé à un échange de vues sur les différents moyens de favoriser le commerce et la coopération régionale. Ils ont fait observer que l'économie palestinienne devait avoir accès aux marchés de la région, de l'Europe, des États-Unis d'Amérique et à d'autres marchés encore de façon à promouvoir ses exportations et à diversifier ses relations commerciales. Le secteur privé aurait un rôle de premier plan à jouer à cet égard. Certains ont souligné qu'une assistance technique était indispensable à l'intérieur comme à l'extérieur de la région. D'autres ont indiqué qu'il était fondamental d'élaborer de nouvelles stratégies de promotion du commerce. Les Palestiniens souhaitaient voir leurs relations économiques avec Israël assorties de conditions équitables, réciproques et mutuellement bénéfiques, ce qui n'était pas encore le cas actuellement.

#### D. Séance de clôture

56. Dans sa déclaration de clôture, Mme Leila Shahid, représentante de la Palestine auprès du Gouvernement français et observatrice permanente de la Palestine auprès de l'UNESCO, a souligné que ce type de réunion revêtait une importance particulière pour les Palestiniens. Le processus de paix en cours offrait la possibilité de construire en commun une société fondée sur le respect mutuel, la loyauté et l'équité. Les Palestiniens et les Israéliens pouvaient maintenant dialoguer de façon plus libre et plus stimulante que jamais, en tenant compte des impératifs politiques. C'était là un élément de base des relations nouvelles qui étaient en train de s'établir entre les parties. De par la richesse des échanges de vues auxquels il avait donné lieu et la haute tenue intellectuelle de ses travaux, le Séminaire avait contribué à cet effort.

57. Dans ses remarques finales, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a déclaré qu'une partie importante, sinon la plus importante, des accords signés au cours des derniers mois avait trait aux questions cruciales du développement, de l'édification d'une économie palestinienne et de l'intégration de cette économie au processus de développement régional. C'est pourquoi le Séminaire avait été essentiellement consacré aux questions du commerce et des investissements, qui revêtaient une importance décisive dans le processus complexe d'édification d'une nouvelle structure économique. Il avait donné aux participants l'occasion d'un échange de vues et ouvert des perspectives nouvelles sur les problèmes et les difficultés auxquels il fallait s'attendre. Le Comité se félicitait de la contribution des gouvernements donateurs et les en remerciait. L'attachement de la communauté internationale à la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient et son désir d'apporter aux Palestiniens l'assistance dont ils avaient besoin à ce moment décisif de leur histoire étaient particulièrement appréciables.

-----